

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU TOURISME

---

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE  
UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

---

**ALLOCUTION DE S.E. LANCINE GON COULIBALY  
MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME**

**À L'OCCASION**

**DE LA PREMIÈRE SESSION DES PARTIES  
CONTRACTANTES DE LA CONVENTION-CADRE SUR LES  
CHANGEMENTS CLIMATIQUES TENUE À BERLIN  
(ALLEMAGNE)**

**DU 28 MARS AU 7 AVRIL 1995**

BERLIN 6 AVRIL 1995

C'EST UN GRAND HONNEUR POUR MON PAYS LA CÔTE D'IVOIRE DE PARTICIPER, EN SA QUALITÉ DE PARTIE CONTRACTANTE, À LA PREMIÈRE RÉUNION DES PARTIES A LA CONVENTION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES.

AUSSI, PERMETTEZ-MOI, M.<sup>me</sup> LE PRÉSIDENT, D'ADRESSER TOUT D'ABORD MES REMERCIEMENTS AU GOUVERNEMENT ET AU PEUPLE ALLEMAND, D'AVOIR PERMIS LA TENUE DES PREMIÈRES ASSISES DE NOTRE CONVENTION DANS LA GRANDE CAPITALE DE L'ALLEMAGNE UNIFIÉE QU'EST L'HISTORIQUE VILLE DE BERLIN.

QU'IL ME SOIT PERMIS À PRÉSENT, À L'INSTAR DE TOUS LES ORATEURS QUI M'ONT PRÉCÉDÉS DE VOUS FÉLICITER M.<sup>me</sup> LE PRÉSIDENT POUR VOTRE BRILLANTE ÉLECTION À LA PRÉSIDENTE DE NOTRE ASSEMBLÉE. PERSUADÉ QUE VOUS ÊTES "L'HOMME QU'IL FAUT, À LA PLACE QU'IL FAUT"; MA DÉLÉGATION ET MOI-MÊME SOMMES D'ORES ET DÉJÀ ASSURES DU SUCCÈS DE NOS TRAVAUX

JE VOUDRAIS ÉGALEMENT ASSOCIER À CES FÉLICITATIONS, LE SECRÉTARIAT INTÉRIMAIRE DE NOTRE CONVENTION POUR SES EFFORTS LOUABLES QUI ONT ABOUTI À LA TENUE EFFECTIVE DE CETTE PREMIÈRE RENCONTRE .

<sup>me</sup>  
M. LE PRÉSIDENT,  
MESDAMES, MESSIEURS,

NOUS SOMMES TOUS CONSCIENTS DES CONSÉQUENCES ÉMINEMMENT DÉFAVORABLES DES CHANGEMENTS DU CLIMAT SUR LA VIE DES HOMMES ET DES RESSOURCES NATURELLES. LES SCIENTIFIQUES L'ONT PROUVÉ : L'UNE DES MANIFESTATIONS LES PLUS ÉVIDENTES DE CE PHÉNOMÈNE EST L'EFFET DE SERRE QUI RISQUE DE SE TRADUIRE PAR UN RÉCHAUFFEMENT GÉNÉRAL DE LA TERRE QUI LUI-MÊME ENTRAÎNERA UN RELÈVEMENT DU NIVEAU DES MERS.

C'EST FORT DE CET ÉTAT DE FAIT QUE PLUS DE 150 ÉTATS ONT SIGNÉ EN 1992 À RIO LA CONVENTION-CADRE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES. TRAITÉ JURIDIQUEMENT CONTRAIGNANT, LA CONVENTION-CADRE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES VISE À RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DANS L'ATMOSPHÈRE DE GAZ À EFFET DE SERRE EN RECOMMANDANT UNE LISTE D' ACTIONS QUI RENDENT LES PAYS RESPONSABLES DE LEUR COMPORTEMENT NÉGATIF, CAUSE DU RÉCHAUFFEMENT GLOBAL DE LA TERRE.

IL CONVIENT ICI DE SOULIGNER CE PREMIER PAS IMPORTANT FRANCHI PAR LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE QUI RECONNAÎT POUR LA PREMIÈRE FOIS, PAR UN INSTRUMENT JURIDIQUE EXEMPLAIRE, QU'IL EXISTE BEL ET BIEN UN PROBLÈME DE RÉCHAUFFEMENT GLOBAL ET QU'IL NE PEUT ÊTRE MAÎTRISÉ QUE DANS LE CADRE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE.

C'EST DANS CE CONTEXTE QUE SE SITUE L'IMPORTANCE DE CETTE CONVENTION QUI NOUS RÉUNIT ICI À BERLIN. NOUS APPARTENONS TOUS À LA SEULE ET MÊME TERRE ET SUBISSONS PAR VOIE DE CONSÉQUENCE LES EFFETS PERVERS DES ACTES QUE CHAQUE NATION POSE.

À CET ÉGARD, IL CONVIENT DE RAPPELER COMME L'INDIQUE LE PRÉAMBULE DE LA CONVENTION, LES RESPONSABILITÉS COMMUNES MAIS DIFFÉRENCIÉES QUI SONT LES NÔTRES ET QUE NOUS DEVONS ASSUMER EFFECTIVEMENT EN TANT QUE ÉTATS PARTIES, EN ENGAGEANT RÉSOLUMENT DES ACTIONS VISANT À METTRE UN TERME AU PROCESSUS DE DÉGRADATION DU CLIMAT MONDIAL.

<sup>me</sup>  
M. LE PRÉSIDENT,  
MESDAMES, MESSIEURS,

C'EST EN CELA QUE LE PRINCIPE INTERNATIONALEMENT ADMIS QUI EST QUE "LE POLLUEUR DOIT ÊTRE LE PAYEUR" TROUVE ICI TOUTE SA JUSTIFICATION.

CONSCIENT DU FAIT QUE LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT PEUT COMPROMETTRE IRRÉMÉDIABLEMENT SA MARCHE VERS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL QU'IL S'EST FIXÉ, LE GOUVERNEMENT IVOIRIEN S'EST ENGAGÉ À TRAVERS UNE POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE VOLONTARISTE À ASSUMER SA PART DE RESPONSABILITÉ.

C'EST POURQUOI MON PAYS A SIGNÉ PUIS RATIFIÉ RESPECTIVEMENT LES CONVENTIONS SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE, SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, ET SUR LA DÉSERTIFICATION. EN PLUS, NOTRE PAYS EST, ENTRAIN DE SE Doter D'UN PLAN NATIONAL D'ACTION ENVIRONNEMENTALE DONT LA PREMIÈRE PARTIE, SERA SOUMISE TRÈS PROCHAINEMENT À L'EXAMEN DE NOTRE PARLEMENT POUR ADOPTION.

PAR AILLEURS, DANS LE CADRE DE LA MISE EN OEUVRE DE NOTRE CONVENTION, LE GOUVERNEMENT IVOIRIEN EN PARTENARIAT AVEC LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN RÉALISE UN INVENTAIRE DES ÉMISSIONS ET Puits DES GAZ À EFFET DE SERRE EN CÔTE D'IVOIRE. CE PROJET QUI A ÉTÉ LANCÉ OFFICIELLEMENT LE 18 NOVEMBRE DERNIER EST FINANCÉ PAR LES DEUX PARTIES À HAUTEUR DE 200 MILLIONS DE FRANCS CFA CHACUNE.

M.<sup>me</sup> LE PRÉSIDENT,  
MESDAMES, MESSIEURS,

À L'INSTAR DES AUTRES PAYS EN DÉVELOPPEMENT QUI ONT RATIFIÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, LA CÔTE D'IVOIRE ATTACHE UN PRIX TOUT PARTICULIER À LA MISE EN OEUVRE EFFECTIVE DE CETTE CONVENTION QUI NE PEUT SE FAIRE QU'AU MOYEN D'UN MÉCANISME FINANCIER APPROPRIÉ ET DE RESSOURCES FINANCIÈRES NOUVELLES ET ADDITIONNELLES CONFORMÉMENT À L'ESPRIT DE L'AGENDA-21.

UNE DES PRÉOCCUPATIONS FONDAMENTALES DE MON PAYS, EST DE VOIR LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIES S'OPÉRER SUR UNE BASE NON COMMERCIALE MAIS PLUTÔT SUR DES PRINCIPES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE QUI SEULE PERMETTRONT DE RÉALISER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE GRÂCE A UNE GESTION ÉCOLOGIQUEMENT RATIONNELLE DE L'ENVIRONNEMENT.

JE RESTE PERSUADÉ QUE D'AUTRES QUESTIONS NON MOINS IMPORTANTES EXISTENT, ET MÉRITENT UNE ATTENTION TOUTE AUSSI SOUTENUE ; MAIS JE VOUDRAIS M'EN TENIR LÀ POUR L'INSTANT EN ME RÉJOUISSANT DES EFFORTS FOURNIS PAR LES EXPERTS TOUT AU LONG DU PROCESSUS PRÉPARATOIRE DE CETTE PREMIÈRE CONFÉRENCE DES PARTIES.

EN SOUHAITANT PLEIN SUCCÈS AUX PRÉSENTES ASSISES, J'ÉMETS LE VOEUX QUE LA MISE EN OEUVRE DE LA CONVENTION-CADRE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ENREGISTRE DES RÉSULTATS TANGIBLES, A LA HAUTEUR DU GRAND ESPOIR QU'ELLE SUSCITE.

JE VOUS REMERCIE.